

REDEN n ALLOCUTIONS n SPEECHES

Allocution de Me Herbert Winter, président de la FSCI. 106e Assemblée des délégués de la FSCI, 1^{er} juin 2011

„La tradition est une lanterne – l’idiot s’y cramponne, le sage s’en sert pour éclairer son chemin.“

C’est avec ces propos, attribués au prix Nobel de littérature irlandais, George Bernhard Shaw, que j’aimerais également vous saluer chaleureusement pour notre rencontre. Chers invités d’honneur et délégués, Mesdames et Messieurs, de tout cœur soyez les bienvenus!

La soirée qui précède notre Assemblée des délégués nous donne chaque année l’occasion de marquer un temps d’arrêt, de jeter un coup d’œil rétrospectif sur notre action, de réfléchir aux chances et aux défis qui se présentent à nous, tout en passant une soirée agréable entre amis, entre personnes animées des mêmes sentiments et partenaires d’un dialogue constructif. Je me réjouis de votre présence, qui nous honore.

Permettez-moi de m’adresser en particulier à un membre de la Communauté juive de Berne: chère Madame Odette Brunschvig, vous êtes la veuve de feu Georges Brunschvig, qui a présidé aux destinées de la FSCI de 1946 à 1973, et vous avez assisté sans relâche à notre assemblée des délégués pendant 68 ans... à une seule exception près, l’année dernière. Nous sommes très heureux de vous savoir à nouveau parmi nous et vous remercions de tout cœur pour votre fidélité extraordinaire!

J’aimerais remercier Messieurs Bernhard Pulver, Alexander Tschäppät et le rabbin David Polnauer pour leurs messages de bienvenue si bien sentis. La discussion entre Shlomo Avineri, l’ancien directeur général du ministère israélien des affaires étrangères et le correspondant au Proche-Orient Gil Yaron promet de sustenter notre esprit par une réflexion de qualité. Elle suivra immédiatement cette brève allocution. La fin de la soirée sera marquée par un autre temps fort: l’inscription dans le livre d’or de la FSCI. Mon prédécesseur feu Alfred Donath a apporté, à plus d’un titre, une contribution majeure au judaïsme en Suisse. Tant lui que l’ancien conseiller fédéral Pascal Couchepin ont aplani le chemin qui mène au dialogue interreligieux. A leur manière, ils ont contribué à éclairer la poursuite de notre route. Je me réjouis tout particulièrement d’honorer ces deux compagnons de route, quand bien même cette joie s’accompagne de la douleur d’avoir perdu notre ami Alfred Donath. Je vous demande une minute de silence pour honorer sa mémoire.

Se souvenir du passé, s'occuper du présent et se donner des perspectives pour l'avenir sont les préoccupations centrales de toute communauté qui fonctionne bien, et donc aussi de cette association faïtière qu'est la FSCI.

Que les minorités religieuses puissent pratiquer librement leur religion en Suisse est un acquis important de la Constitution de 1874 et reflète les valeurs libérales de notre Confédération. Je ne le constate pas seulement à titre de président de la FSCI, mais aussi en tant que représentant du Conseil suisse des religions que je préside également depuis quelques mois.

Parmi les droits conquis, il y a celui de conserver sa singularité et de pouvoir la montrer. Car s'intégrer ne signifie pas s'assimiler, cela ne veut pas dire être comme les autres. Au cours des 150 dernières années, nous, Juifs et Juives de ce pays, avons réussi, à force de patience et de compromis, à devenir une partie intégrante et respectée de la société suisse, à être partie prenante de la vie politique et culturelle, tout en vivant notre religion sans entraves.

Est-ce exagéré de considérer que nos acquis peuvent être compromis de manière latente? Beaucoup estiment que oui. Pour eux, l'initiative interdisant la construction de minarets et une certaine rhétorique hostile aux minorités ne sont pas des signes annonciateurs d'une nouvelle intolérance, mais l'expression de la crainte d'une prétendue islamisation.

Personnellement, c'est une crainte que je ne partage pas. Mais il faut prendre au sérieux les peurs de voir se développer des sociétés parallèles nuisibles. L'Etat doit promouvoir l'intégration, tout en exigeant que l'ordre de notre Etat de droit soit reconnu, et ceci sans tergiversations. Et j'en suis convaincu : la grande majorité des musulmans vivant en Suisse est prête à cela.

À mes yeux, le risque de voir des initiatives populaires égratiner ou même jeter par-dessus bord les droits religieux fondamentaux est en revanche absolument réel. Nous nous trouvons dans une année électorale, et il est de notoriété que des peurs diffuses trouvent un terrain propice à une instrumentalisation pour s'attirer des partisans. Ceci pourrait attiser une orientation dangereuse. L'initiative anti-minarets ne reposait nullement sur la construction d'une multitude de nouveaux minarets, et les débats sur le port du foulard, les cimetières confessionnels, la circoncision des garçons ou les absences scolaires les jours de fêtes religieuses ne sont souvent que des simulacres pour pêcher des voix ou tout simplement des élucubrations de bureaucrates qui font du zèle.

J'espère toutefois que l'avenir donnera raison à ceux qui considèrent nos craintes comme exagérées. Moi non plus, je ne crois pas, en définitive, que les Suisses perdront le sens de la mesure et de la raison. Mais contrairement à la religion, en politique la foi ne suffit pas. C'est la raison pour laquelle la FSCI consent de gros efforts de sensibilisation en direction des médias et discute directement avec des personnalités politiques, et qu'elle s'engage pour la défense des droits fondamentaux et de la liberté religieuse, en particulier. Car c'est ainsi que nous arriverons peut-être à couper l'herbe sous les pieds à une évolution néfaste.

Nous l'avons fait, par exemple, quand des représentants de partis politiques ont mis en question l'existence de cimetières confessionnels ou la circoncision des garçons. Nous avons cherché à prendre contact avec les responsables et avons demandé de pouvoir discuter avec eux. Par ces démarches, nous avons pu les informer et leur faire comprendre notre souci. Nos démarches ont eu un effet concret. Cela montre à quel point il est utile et fructueux de défendre des positions claires et de s'engager activement pour les faire valoir.

Nous ferons de même en ce qui concerne le débat actuel sur les normes qui doivent être respectées pour qu'une initiative populaire puisse être validée. La FSCI estime que l'on ne doit pas restreindre les droits populaires de manière ressentie, mais que les droits fondamentaux doivent, dans tous les cas, être préservés. Le Conseil fédéral a récemment proposé de soumettre les initiatives à un contrôle matériel préalable pour éviter un conflit de compatibilité avec le droit international, et de publier, le cas échéant, le résultat de cet examen sur les listes précédant la récolte de signatures. Et les initiatives, dont le contenu viole ce qu'il convient de considérer comme le noyau dur des droits fondamentaux de la Constitution fédérale, doivent pouvoir être considérées comme irrecevables. Cette proposition va dans la bonne direction et nous saluons le fait que ce problème soit discuté de manière approfondie et, espérons-le, satisfaisante.

Un autre sujet – plus que tout autre – illustrant combien nos préoccupations conjuguent passé, présent et avenir, est Israël. Pour les Juifs et les Juives du monde entier, Israël représente un centre religieux, historique et culturel. C'est aussi le symbole de notre autodétermination et de notre identité juive. Nous nous sentons profondément liés à Israël, sans pour autant que notre appartenance à la Suisse soit le moins du monde mise en question.

Beaucoup d'entre nous sont extrêmement préoccupés par l'évolution récente au Proche-Orient. La région est aux prises avec un changement radical. Autant nous soutenons les aspirations à la démocratie et à l'extension des droits populaires dans les pays arabes, autant la déstabilisation

qui accompagne ces mouvements nous préoccupe. Précisément, ces aspirations à la démocratisation au Proche-Orient nous rappellent avec acuité qu'Israël a instauré en 1948 un Etat de droit démocratique ayant réussi à intégrer en quelques décennies des millions d'hommes et de femmes. Cette réalité nous remplit de fierté; elle a aussi donné de l'assurance aux Juifs, dans la diaspora aussi.

L'appel à des réformes dans les pays arabes est-il durable et sera-t-il couronné de succès ? Les échecs éventuels pourront-ils être saisis? En quoi consisteront les futures structures des pouvoirs? Quel rôle joueront les groupes islamistes extrémistes ? Autant de questions qui demeurent aujourd'hui sans réponse, ce qui inquiète le monde entier et Israël en particulier. Et, quand on songe aux efforts déployés pour trouver une solution pacifique au conflit du Proche-Orient, la réconciliation récente entre le Fatah et le Hamas, lequel continue à préconiser la destruction de l'Etat d'Israël, ne prête pas à l'optimisme.

La manière dont la problématique du Proche-Orient est traitée en Suisse continue également à nous attrister. Nous constatons que certains milieux politiques et certains médias présentent encore Israël comme la seule partie attisant le conflit. Dans le débat public, on ne tient guère compte du besoin de sécurité des Israéliens, mis à l'épreuve depuis des dizaines d'années, et le contexte global est souvent occulté. Et puis, il y a eu des appels au boycott de produits, de scientifiques et d'artistes israéliens, ou des appels à refuser à Israël l'accès à des organisations internationales.

Ces actions sont non seulement profondément blessantes, mais consternantes à tous points de vue, historique, politique et autre. J'aimerais saisir cette occasion pour appeler les partis, les organisations non gouvernementales, mais aussi les Eglises, à contester et à condamner ce genre de propos, tenus par des représentants isolés. De telles affirmations n'ont rien à faire dans un débat objectif et honnête.

Chaque fois que la situation au Proche-Orient se tend, les tendances antisémites se renforcent, et c'est malheureux. J'ai souvent fait état de l'imbrication troublante entre judéophobie et critique de l'Etat d'Israël. Vous n'êtes pas sans savoir que la FSCI est très active dans la prévention de l'antisémitisme, et fournit surtout un travail d'explication et d'information. À l'instar de la CICAD en Suisse romande, la FSCI et la Plateforme des Juifs Libéraux de Suisse offrent désormais aussi au corps enseignant de Suisse alémanique la possibilité de participer à une visite d'un jour à Auschwitz, dans le cadre de la formation continue. Le premier voyage aura lieu en novembre, et notre proposition rencontre un vif succès, ce dont nous nous réjouissons.

Mesdames et Messieurs, chers invités. Que nous parlions de politique sociétale, d'Israël ou d'antisémitisme, il s'agit toujours de thèmes enracinés dans le passé, qui nous occupent aujourd'hui et qui sont déterminants pour la poursuite de notre chemin. Permettez-moi de faire une ultime remarque concernant l'avenir. La FSCI, comme toute organisation, doit sans cesse mettre à l'épreuve sa capacité de se projeter dans l'avenir et s'interroger sur son propre fonctionnement. Les buts que nous poursuivons tiennent-ils toujours la route ? Les sujets qui nous animent sont-ils les bons? Nos membres se sentent-ils concernés par ce que nous leur offrons? Pour répondre de manière adéquate à ces questions et pour emprunter la bonne voie ces prochaines années, nous devons intégrer celles et ceux pour qui nous faisons ce travail.

L'âge est synonyme d'expérience, et ce n'est pas pour rien que les Juifs se souhaitent mutuellement de vivre jusqu'à 120 ans quand ils se congratulent pour un anniversaire. Mais pour répondre aux questions qui concernent l'avenir, le Comité directeur et le Comité central ont décidé de ne pas rester figés dans la crainte révérencieuse que leur inspire leur propre sagesse, mais de favoriser l'intégration de jeunes, femmes et hommes. Dans les workshops mis sur pied jusqu'ici, nous avons été très impressionnés par l'engagement des jeunes adultes. Et nous en avons déjà tiré quelques leçons : par exemple, la FSCI utilisera désormais certains réseaux sociaux électroniques à disposition pour communiquer et échanger. Mais nous n'en resterons certainement pas là. Demain, nous formulerons des propositions concrètes à l'Assemblée des délégués, puis nous les développerons dans les mois qui suivent. Dans une année, nous vous ferons part de résultats concrets. Car la FSCI doit être attirante pour la nouvelle génération!

Permettez-moi, pour finir, de remercier de tout cœur toutes les personnes qui travaillent bénévolement au sein des instances de la FSCI, leur engagement est considérable. J'aimerais remercier aussi en particulier le comité à qui nous devons l'organisation de cette soirée ainsi que nos amis de la Communauté juive de Berne, qui nous accueillent dans cette belle ville qu'est notre capitale.

Je termine ces propos avec les mêmes mots que ceux j'ai prononcés les années précédentes: «Mazel und Broche». Cette expression, qui signifie «bonne chance et bénédiction», les Juifs du monde entier l'utilisent pour se souhaiter bonne chance. Laissez-moi souhaiter à chacun de vous „Mazel und Broche“. Puissiez-vous tous réussir dans vos activités et puissions-nous tous cultiver des contacts constructifs.

Je vous remercie.

Mesdames et Messieurs, j'ai maintenant l'honneur de vous présenter le professeur Shlomo Avineri . Shlomo Avineri a fait des études couronnées par un doctorat à l'Université hébraïque de Jerusalem et à la London School of Economics, Il a été directeur général du ministère israélien des affaires extérieures alors qu'Yitzhak Rabin était premier ministre. Aujourd'hui, Shlomo Avineri est professeur de sciences économiques à l'Université hébraïque et professeur invité de l'Université d'Europe centrale, à Budapest. Il est aussi l'auteur de plusieurs livres et a obtenu en 1996 le prix Israël, la plus haute distinction civile du pays.

Nous nous réjouissons d'accueillir Shlomo Avineri qui nous parlera de l'avenir des relations entre l'Europe et Israël. Il répondra aux questions de Gil Yaron, correspondant au Proche-Orient pour de nombreuses publications allemandes, autrichiennes, canadiennes, israéliennes et suisses, dont le prestigieux *Spiegel*, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et bien d'autres. Gil Yaron vit à Tel Aviv, en plus de son activité journalistique, il est aussi professeur et auteur de livres.

Shlomo Avineri et Gil Yaron, grand merci de l'honneur que vous nous faites, à vous la parole !